RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le lundi 16 décembre à 19 heures 00 minute, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est assemblé dans la salle du conseil municipal de la mairie de Tauxigny, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis ROBIN, Maire, sur convocation adressée le 11 décembre 2024.

Etaient présents : MM. ROBIN Jean-Louis, GIRARD Yannis, MALVILLE Gilles, DOUCET Antoine, GATEFIN Bertrand, DURAND Mathieu, JACQUET Stéphane, DUBOIS Cyrille, COIREAU Jérôme et Mmes VIALLES Élisabeth, DUPUY Charline, GASNAULT Ella, LAGNY Peggy, BIRAUD Marie-Hélène, GUÉRET Stéphanie, GOUALLIER Noëlle, MARCHAND Marie, AUGU Johanna.

Etaient absents excusés : BUREAU Antoine, POUPEAU Stéphane, HARPIGNIES Aurore, MAUPTIT Sébastien et BAUDAIS Alexandra.

Etaient absents :

Pouvoirs : HARPIGNIES Aurore à DURAND Mathieu,
BAUDAIS Alexandra à LAGNY Peggy.

Secrétaire de séance : Mme AUGU Johanna.

Ordre du jour

* RESTAURATION SCOLAIRE : EVALUATION DES COUTS ET CHOIX DU MODE DE FOURNITURE DES REPAS POUR LA RENTREE 2025.
* CONVENTION RELATIVE A L'INTERVENTION D'AESH SUR LE TEMPS DE PAUSE MERIDIENNE
* CONVENTION UNIQUE POUR LES PRESTATIONS DU POLE EMPLOI UNIQUE DU CDG 37
* REMBOURSEMENT D'ACHAT POUR L'ECOLE
* DECISIONS MODIFICATIVES DU BUDGET 2024.

QUESTIONS DIVERSES

Aucune remarque n'ayant été faite sur le compte-rendu de la réunion du 25 novembre 2024, il est approuvé à l'unanimité.

RESTAURATION SCOLAIRE : EVALUATION DES COUTS ET CHOIX DU MODE DE FOURNITURE DES REPAS POUR LA RENTREE 2025.

M. Jean-Louis ROBIN, Maire, rappelle la situation de l'association de la cantine scolaire évoquée lors de la séance du Conseil municipal du 25 novembre 2024 et qui fait face au départ de l'une de ses salariés en charge de la cuisine. Il rappelle également la possibilité évoquée lors de cette même séance d'adhérer au groupement de commande de la cuisine centrale de Loches pour lequel une réponse doit être donnée avant la fin de cette année.
Par ailleurs, la commission communale Affaires scolaires, le Maire et les adjoints au maire ont reçu en mairie des représentants des sociétés Convivio et Valeurs culinaires pour qu'ils présentent leur offre.

M. Jean-Louis ROBIN, Maire, présente l'étude comparative des coûts d'obtention des repas réalisée par

M. Yannis GIRARD, premier adjoint au Maire, à la suite de l'analyse des différentes prestations proposées.

Repas livrés en liaison chaude par la cuisine centrale de Loches : de 4.05 € à 4.69 € selon le nombre de communes adhérentes et donc le nombre de repas préparés (de 750 à 900) soit un coût unitaire du repas incluant toutes les charges, estimé allant de 6.39 € à 7.03 €.

Repas livrés en liaison froide par la cuisine centrale de Convivio basée à Montlouis pour 150 repas commandés : 3.44 € soit un coût unitaire du repas, incluant toutes les charges, estimé à 5.87 €.

Repas fabriqués sur place par Convivio pour 150 repas : 4.29 € soit un cout unitaire du repas incluant toutes les charges, estimé à 6.91 €.
.
Repas fabriqués sur place par Valeurs culinaires pour 150 repas : 4.22 € soit un cout unitaire du repas incluant toutes les charges, estimé à 6.83 €.

M. DUBOIS Cyrille demande si dans les prévisions d'achat de matériel, il n'y aura pas doublon avec celui des travaux d'extension du restaurant scolaire actuellement en cours.

M. Jean-Louis ROBIN, Maire, répond que les travaux actuels ne concerne que de la surface d'extension et quelques aménagements mais pas de matériel.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, décide ne pas rejoindre le groupement de commandes du marché de restauration scolaire et collective de la cuisine centrale de Loches.

Le Conseil municipal décide de s'orienter vers une consultation des entreprises dans le cadre d'un appel d'offre.

M. Yannis GIRARD, premier adjoint au Maire, demande si le Conseil municipal peut délibérer dès aujourd'hui sur le choix entre la livraison en liaison froide et la fabrication sur place.

Il est décidé que la consultation des entreprises intègrera les deux possibilités.

CONVENTION RELATIVE A L'INTERVENTION D'AESH SUR LE TEMPS DE PAUSE MERIDIENNE

M. Jean-Louis ROBIN, Maire, rappelle qu'une élève en situation de handicap lourd est accueillie à l'école Maurice Genevoix. Une AESH est en accompagnement de cette élève depuis plusieurs années scolaires. Depuis la rentrée scolaire 2021, l'Education nationale prenait en charge le financement de l'AESH sur le temps scolaire et avait abandonné la prise en charge sur le temps de pause méridienne aux communes.
La loi n°2024-475 du 27 mai 2024 a réattribué le financement sur le temps de pause méridienne à l'Éducation nationale.
Un emploi a été créé lors de la séance du Conseil municipal du 07 octobre 2024 par la commune pour régulariser la situation de l'AESH qui, de facto, accompagnait l'élève sur une grande partie du temps pause méridienne depuis la rentrée. Le contrat correspondant à cet emploi allait du 1er octobre au 20 décembre 2024 dans l'attente d'une régularisation de la situation par les services de l'Education nationale.
Suite à la constitution d'un dossier par la mère de l'enfant concernée, complété par le directeur de l'école et la mairie chacun pour leur partie respective, la prise en charge de l'AESH va être effectuée par les services de l'Éducation nationale, a priori à compter du 1er janvier 2025. Cette prise en charge étant sur du temps de la pause méridienne donc sous la responsabilité de la commune, une convention doit être signée entre les parties.
Le conseil municipal doit autoriser le maire à signer cette convention.

Ainsi,

Vu le Code de l'éducation, notamment les articles L. 211-8, L. 216-1, L. 351-1, L. 351-3 et L. 917-1 ;
Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 114-1 et L. 114-2 ;
Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2024-475 du 27 mai 2024 visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap durant le temps de pause méridienne ;

Vu la circulaire n° 2017-084 du 03 mai 2017 relative aux missions et activités des personnels chargés de l'accompagnement des élèves en situation de handicap ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, autorise le Maire à signer avec le recteur de l'académie d'Orléans-Tours, région académique Centre-Val-de-Loire, Monsieur Jean-Philippe AGRESTI, en présence du service académique gestionnaire des accompagnants pour le handicap, par délégation, la convention relative à l'intervention d'accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) sur le temps de pause méridienne dans le premier degré.

CONVENTION UNIQUE POUR LES PRESTATIONS DU POLE EMPLOI UNIQUE DU CDG 37.

La commune avait conventionné avec les services de l'emploi du Centre de Gestion 37 pour les prestations intérim territorial et assistance au recrutement d'un agent. A partir du 01 janvier 2025, le CDG 37 propose une convention cadre sur l'ensemble des missions proposées par son service emploi.

Conformément au Code Général de la Fonction Publique, le Centre de Gestion de la Fonction Publique d'Indre-et-Loire exerce :
1° Des missions obligatoires générales concernant le personnel de l'ensemble des collectivités et établissements publics affiliés, qui donnent lieu à une cotisation obligatoire ;
2° Des missions particulières concernant le personnel des collectivités et établissements publics affiliés, qui donnent lieu à une cotisation additionnelle ;
3° Des missions complémentaires facultatives concernant le personnel des collectivités et établissements publics, réalisées dans des conditions fixées par convention.

Dans ce cadre, et afin de simplifier les démarches administratives pour les collectivités et établissements publics affiliés, le Centre de Gestion d'Indre-et-Loire a décidé de regrouper l'ensemble des missions complémentaires facultatives proposées par le Pôle Emploi public au sein d'une convention unique d'adhésion.
Cette convention unique d'adhésion est jointe en annexe à la présente délibération.

La signature de cette convention permet l'accès aux missions suivantes (au jour de la présente délibération) :
- Assistance au recrutement d'un agent
- Intérim territorial
- Tutorat et accompagnement à la prise de poste
- Accompagnement à la réalisation du plan de formation
- Accompagnement d'une démarche GPEEC
- Accompagnement aux mobilités et conseil en évolution professionnelle.

Chaque mission proposée fait l'objet d'une annexe au présent document, qui précise les conditions particulières de réalisation.

Le Conseil municipal de Tauxigny-Saint-Bauld :

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment les articles L. 452-1 à L. 452-48,

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,

Vu la délibération du conseil d'administration du Centre de gestion d'Indre-et-Loire n° 24 du 26 novembre 2024 approuvant les termes de la convention unique relative aux services et missions facultatifs du Pôle Emploi Public du Centre de gestion de l'Indre et Loire,

Vu la convention cadre unique relative aux missions et services facultatifs du Pôle Emploi public du Centre de gestion d'Indre et Loire,

Vu les conditions générales annexées de la convention unique,

Considérant que le Code général de la fonction publique prévoit le contenu des missions facultatives que les Centres de gestion de la fonction publique territoriale sont autorisés à proposer aux collectivités affiliées ou non affiliées de leur département,

Considérant que l'accès de la collectivité à ces missions optionnelles suppose néanmoins un accord préalable,

Considérant que le Centre de gestion de la fonction publique territoriale d'Indre et Loire en propose l'adhésion libre et éclairée au moyen d'un seul et même document cadre, dénommé « convention cadre »,

Considérant, que la collectivité cocontractante n'a pas l'obligation de recourir à tous les services et missions facultatifs en adhérant à ladite convention,

Considérant que les conventions qui sont désormais couvertes par cette convention cadre, et qui sont actuellement en vigueur, seront abrogées dès l'adhésion à ladite convention cadre

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, à l'unanimité ;

DÉCIDE

ARTICLE 1 :

D'adhérer à la convention cadre unique relative aux services et missions facultatifs du Pôle Emploi Public du Centre de gestion de la fonction publique territoriale d'Indre-et-Loire ci-annexée.

ARTICLE 2 :

D'autoriser Monsieur le Maire à signer ledit document cadre, ses éventuels avenants ainsi que les actes s'y rapportant (formulaires de demande d'intervention, bulletin d'adhésion, proposition d'intervention, etc…)

REMBOURSEMENT D'ACHAT POUR L'ECOLE

Un professeur de l'école Maurice Genevoix a effectué un achat pour sa classe. Il s'agit de deux buts de football.
Le montant de l'achat est de 48.00 €.
Monsieur le Maire demande au Conseil municipal d'autoriser le remboursement par la commune de cet achat sur présentation de la facture.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide le remboursement de la somme de 48.00 € à M. David PAULIN, et charge M. le Maire de faire le nécessaire auprès du service de gestion comptable de la collectivité.

DECISION MODIFICATIVE N°2 DU BUDGET 2024

La commune a reçu la notification de la CAF d'attribution par son conseil d'administration d'une aide financière à l'investissement destinée à la restructuration des locaux scolaires permettant l'accueil de loisirs (19 140 €).
Il s'agit d'intégrer cette somme au budget 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, décide de modifier le budget primitif comme suit :

Investissement :
Opération 65 : Bâtiments communaux.

Article 020 Dépense imprévues	+ 19 140.00 €
Article 1323 – subv non transfert département	+ 19 140.00 €

DECISION MODIFICATIVE N°3 DU BUDGET 2024

Un décalage dans la réception des fichiers PES (protocole d'échange standard) de mandatement des emprunts en fin d'année 2023 a provoqué ce mandatement d'échéances 2023 en 2024. Également une modification d'échéancier sur un emprunt (Logements place Saint-Martin) a modifié le montant des intérêts de cet emprunt.
Les crédits correspondants votés sur la base de l'échéancier 2024 ne sont donc pas suffisants.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, décide de modifier le budget primitif comme suit :
Fonctionnement :

Article 60612 – Energie	- 2000 €
Article 66111 – Intérêts réglés à l'échéance	+ 2000 €

DECISION MODIFICATIVE N°4 DU BUDGET 2024

M. ROBIN Jean-Louis, Maire, rappelle la décision modificative du budget n°1 (DE_2024_006_033) suite à l'attribution par le Conseil départemental d'Indre-et-Loire de la subvention Fonds Départemental de Solidarité Rurale pour l'extension du restaurant scolaire pour un montant de 15 797 €.

Cette décision n'a pas été prise en compte par le service de gestion comptable pour une mauvaise imputation en dépense. L'article 020 – dépenses imprévues – ne peut être utilisé.

Ainsi, après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, décide de modifier le budget primitif 2024 comme suit :

INVESTISSEMENT
Opération 156 – Extension du restaurant scolaire
Dépense
Article 2131 - Bâtiments publics - + 15 797 €
Recette Chap 13 Article 1323 + 15 797 €

Il charge Monsieur le Maire de faire le nécessaire auprès du service de gestion comptable.

QUESTIONS DIVERSES

- CONTRAT D'UN AGENT AFFECTÉ A L'ÉCOLE :

M. ROBIN Jean-Louis, Maire, fait part à l'assemblée de la question de Mme Aurore HARPIGNIES concernant le contrat de Mme Laura MATIGNON, agent technique contractuelle faisant fonction d'ATSEM.

Le contrat actuel basé sur un article du code des collectivités territoriales permettait un recrutement dans la limite de 3 ans renouvelable pour la même durée. La durée maximale totale est atteinte.

Mme Johanna AUGU demande au maire s'il ne souhaite ou ne pourrait proposer de la stagiairiser sur un emploi de fonctionnaire.

Mme Charline DUPUY, Adjointe au maire, répond qu'une stagiairisation se ferait sur un grade d'agent technique car Mme MATIGNON n'est pas lauréate du concours d'ATSEM et, que dans ce cas, l'agent deviendrait titulaire de son grade mais pas de son poste. A terme, compte-tenu de l'évolution incertaine du poste (agent technique affecté sur une fonction d'Atsem), l'agent pourrait être affecté à tout autre poste technique (espace, entretien,…). Ce n'est pas la vocation de l'agent.
Cet état de fait est un autre élément ne permettant pas le renouvellement du contrat.

- COMMERCE :

M. ROBIN Jean-Louis, Maire, informe du renoncement pour raison familiale de la candidate à la reprise de la location gérance du commerce.

M. Yannis GIRARD, 1er Adjoint au Maire, fait savoir qu'une démarche sera entreprise auprès des services des douanes pour s'assurer du futur de la licence de tabac.
Un appel à candidature va être relancé. Un candidat sera par ailleurs reçu par le Maire et les adjoints au Maire le lundi 23 décembre.

- VOEUX DE LA MUNICIPALITÉ AUX HABITANTS :

La cérémonie des vœux se déroulera le vendredi 10 janvier 2025 à 19 heures à la salle polyvalente.

La séance est close à 21 heures 10 minutes.

Le prochain Conseil Municipal se déroulera le lundi 13 janvier 2024 à 19 heures 00 minute.

Le calendrier prévisionnel du début de l'année 2025 est fixé comme suit :
Conseils municipaux : 03 février, 03 mars, 24 mars, 07 avril.
Commission communale « Finances » le 05 mars.

DATE	NUMERO	OBJET
16/12/2024	DE_2024_011_062	ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES DU MARCHE DE RESTAURATION SCOLAIRE ET COLLECTIVE DE LA CUISINE CENTRALE DE LOCHES
16/12/2024	DE_2024_011_063	CONVENTION RELATIVE A L'INTERVENTION D'AESH SUR LE TEMPS DE PAUSE MERIDIENNE
16/12/2024	DE_2024_011_064	CONVENTION UNIQUE POUR LES PRESTATION DU POLE EMPLOI UNIQUE DU CDG 37.
16/12/2024	DE_2024_011_065	REMBOURSEMENT D'ACHAT POUR L'ECOLE
16/12/2024	DE_2024_011_066	DECISION MODIFICATIVE N°2 DU BUDGET 2024
16/12/2024	DE_2024_011_067	DECISION MODIFICATIVE N°3 DU BUDGET 2024
16/12/2024	DE_2024_011_068	DECISION MODIFICATIVE N°4 DU BUDGET 2024

République Française
Département d'Indre-et-Loire - Arrondissement : LOCHES
COMMUNE NOUVELLE TAUXIGNY-SAINT-BAULD

LISTE DE PRESENCE

Réunion du 25/11/2024

Date de la convocation: 19/11/2024

NOM	FONCTION	SIGNATURE
ROBIN Jean-Louis	Maire	
GIRARD Yannis	1er Adjoint Au Maire	
DUPUY Charline	2e Adjointe Au Maire	
MALVILLE Gilles	3e Adjoint Au Maire	
VIALLES Elisabeth	4e Adjointe Au Maire	
MARCHAND Marie	Conseillère Municipale	
GOUALLIER Noëlle	Conseillère Municipale	
DOUCET Antoine	Conseiller Municipal	
JACQUET Stéphane	Conseiller Municipal	
LAGNY Peggy	Conseillère Municipale	
POUPEAU Stéphane	Conseiller Municipal	
AUGU Johanna	Conseillère Municipale	
BUREAU Antoine	Conseiller Municipal	
GATEFIN Bertrand	Conseiller Municipal	
MAUPTIT Sébastien	Conseiller Municipal	
DUBOIS Cyrille	Conseiller Municipal	Représenté par AUGU Johanna
COIREAU Jérôme	Conseiller Municipal	
GUÉRET Stéphanie	Conseillère Municipale	
BAUDAIS Alexandra	Conseillère Municipale	
BIRAUD Marie-Hélène	Conseillère Municipale	
HARPIGNIES Aurore	Conseillère Municipale	
DURAND Mathieu	Conseiller Municipal	
GASNAULT Ella	Conseillère Municipale	